



Empowered lives.
Resilient nations.

Termes de Référence

MISSION DE CONSULTATION EN VUE DE LA REALISATION, POUR LE COMPTE DU PNUD, D'UNE ETUDE SOCIOECONOMIQUE DE L'IMPACT DE LA CRISE SECURITAIRE SUR LES PRODUCTEURS DE LA FILIERE CACAO-CAFE ET D'AUTRES FILIERES DES REGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST DU CAMEROUN

1 - Contexte et justification

La crise sociale et sécuritaire qui a affectée les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun depuis 2016 a détruit les infrastructures publiques, détérioré la cohésion sociale et ralenti le développement économique desdites régions. Sur le plan agricole, cette crise a entraîné une destruction massive de terres cultivées, des champs, des serres, de puits, de réseaux d'irrigation et d'autres actifs agricoles productifs. Bassins privilégiés de production de plusieurs spéculations pérennes à l'exemple du Cacao, du Café, de la Banane, de la Plantain et du Palmier à huile, le niveau de production de ces deux régions a subi une chute drastique liées à l'abandon des plantations.

La filière cacao-café subit avec une acuité particulière les effets de cette crise sécuritaire compte tenu de ses spécificités et de l'importance de ces Régions dans la production de ces filières. Le Sud-Ouest représente notamment 45% de la production cacaoyère nationale tandis que le Nord-Ouest est le principal bassin de production du café arabica avec plus de 70% de la production nationale. L'impact sur ces filières concerne en premier lieu la production car l'insécurité et les déplacements de populations sont préjudiciables aux activités agricoles et à l'entretien des plantations. La quantité et la qualité de la production sont ainsi affectées ; l'entretien des plantations et les opérations post récolte étant réduites au minimum.

La capacité des agriculteurs à produire de la nourriture et à assurer un revenu à leur famille a été réduite à un niveau alarmant. Les activités agricoles sont mises à rude épreuve et l'accès aux intrants et aux zones agricoles est très limité. Le ministère de l'agriculture estime à plus de 100 000 hectares de plantation abandonnés. La production agricole globale a chuté de plus de 60 % entre 2017 et 2019 dans les deux régions. La baisse la plus importante a touché la production de cacao et de café avec une chute de plus 68 % de la production.

Pour résoudre durablement cette crise, le Président de la République – S.E Paul Biya - a convoqué un Grand Dialogue National, réunissant plus de 600 participants issus des dix régions du Pays dont les trois quarts des participants étaient issus des deux régions en crise. Le Chef de l'Etat a instruit le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de présider cette grande concertation nationale. Aux termes des travaux, le Grand Dialogue National a recommandé, entre autres, la reconstruction des Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, ainsi que l'attribution d'un statut spécial à ces deux régions.

A cet effet, le Gouvernement camerounais en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont collaboré à l'élaboration du Plan présidentiel de Relèvement, de Reconstruction et de Développement (PPRD) des Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest pour couvrir cette première phase de trois ans

dénoté « relèvement », « Recovery ». Dans l'ensemble, le PPRD est une composante du Plan National de Développement 2020-2030 (post DSCE), qui vise à réduire les effets de la crise sociopolitique et sécuritaire sur les communautés affectées des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

L'objectif du PPRD est de (a) renforcer la cohésion sociale ; (b) réhabiliter les infrastructures essentielles et (c) revitaliser l'économie locale. Les activités de relèvement, de reconstruction et de développement sont guidées par les cadres politiques nationaux et les priorités définies dans le Plan national de développement afin d'assurer la cohérence et l'homogénéité de la politique sur l'ensemble du territoire national.

La vision du PPRD découle de considérations clés liées au relèvement, à la reconstruction et au développement. Elle comporte trois volets importants : (1) aider les communautés à se remettre de l'impact du conflit et à reconstruire leurs biens et leurs moyens de subsistance en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les personnes handicapées (cohésion sociale); (2) reconstruire les infrastructures publiques et communautaires essentielles ; et (3) développer les capacités et les systèmes productifs locaux pour relancer l'économie locale.

Afin de relancer l'économie locale des deux régions, la mise à la disposition des exploitants agricoles, des variétés performantes qui leur permettent de réhabiliter les plantations détruites, de répondre à une demande intérieure et extérieure en expansion constante, dans un environnement hautement concurrentiel, plus exigeant en termes de quantité/qualité d'une part et, la nécessité pour les planteurs de disposer des semences à haut rendement permettant d'exprimer tout le potentiel de ces variétés d'autre part, constituent dès lors une préoccupation majeure de tous les acteurs et des parties prenantes des filières de production suscitées.

Dans cette perspective et relativement au renforcement des capacités des systèmes de production locaux en vue de relancer l'économie locale, le programme envisage fournir aux agriculteurs des appuis et autres intrants nécessaires à l'amélioration de leur productivité. A cet effet, il apparaît nécessaire pour le programme de savoir comment, les producteurs et les autres intervenants de la chaîne allant de la production jusqu'à la commercialisation dans les deux régions ont été impactés par la crise afin de trouver les voies et moyens pour y apporter des réponses appropriées.

Le PNUD envisage recruter un consultant national pour mener cette étude socioéconomique pour une période d'01 mois dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest Cameroun.

2 - Objectifs de l'étude

L'objectif global de l'étude est d'examiner les principaux effets de la crise dite anglophone sur le secteur agricole et particulièrement ses effets économiques et sociaux sur les différentes filières productives dans les deux régions.

De manière spécifique, il s'agit de :

- Réaliser un état des lieux de la situation de la filière cacao et café dans les deux régions concernées ;
- Analyser les effets immédiats et à moyen terme de la crise sécuritaire sur la filière cacao-café ;
- Examiner les effets sur la productivité et l'emploi des autres filières et spéculations (banane, palmier à huile, etc.) ;
- Analyser l'incidence de la crise sécuritaire sur les revenus et les moyens de subsistance des producteurs avec une emphase sur la dimension
- Analyser l'impact de la crise sécuritaire sur les structures d'encadrement des filières (Coopératives, associations, organisations paysannes, etc.) ;
- Elaborer une cartographie des localités et des bassins de production des filières cacao/café affectés par la crise ;
- Réaliser une cartographie des conditions de sécurité des différents bassins de production pour une reprise à court et moyen termes ;

- Evaluer le nombre d'acteurs et de structure d'encadrement des différents bassins/filière de production ;
- Formuler les recommandations stratégiques et opérationnelles nécessaires pour la relance graduelle les activités techniques et économiques des deux filières dans les deux régions.

3 - Résultats Attendus de la mission

Les résultats attendus de l'étude sont identifiés ci-dessous :

- La réalisation d'un état des lieux de l'impact socio-économique de la crise sécuritaire des deux régions en insistant sur les effets sur les filières agricoles, les bassins de productions, la situation des producteurs, etc.
- des statistiques/observations/évidences des impacts socio-économiques des filières cacao-café et autres filières sont disponibles;
- le circuit économique des filières est décrit ;
- l'état des lieux des structures d'encadrement des filières réalisés ;
- les orientations pour une mise en œuvre efficiente du programme est formulées ;
- l'analyse économique de l'impact du projet et sa contribution à l'orientation nationale réalisée;
- les analyses de l'impact socio-économique de la crise sécuritaire dans les deux régions pour éclairer certaines activités du programme sont produites ;
- des solutions techniques sont proposées qui permettront d'améliorer la productivité des filières et le développement de l'économie locale des deux régions ;
- les différentes orientations et points de vue des acteurs et structures d'encadrement, des communautés, des autorités locales et régionales sont pris en compte dans les résultats de l'étude ;
- des recommandations stratégiques et opérationnelles pour relancer l'économie locale dans les deux régions sont formulées.

4 - Durée de la mission

Le Consultant devra rendre son texte dans un délai de 30 jours ouvrables.

5 - COMPETENCES

Corporate :

- Démontrer l'intégrité et l'éthique en modélisant les valeurs et les normes éthiques des Nations Unies ;
- Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD ;
- Afficher la sensibilité et l'adaptabilité de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d'âge ;
- Traiter toutes les personnes de façon équitable sans favoritisme.

Technique :

- Avoir une bonne connaissance et la maîtrise de l'administration territoriale, des finances locales et la procédure de passation des marchés publics ;
- Avoir une expérience professionnelle dans l'élaboration d'une politique de développement ou de tout autre document à caractère national ; Communication - Excellentes compétences rédactionnelles et de communication oral ;
- Capacité d'animer des réunions et des sessions de formation au profit d'un groupe hétéroclite ;

Professionalisme :

- Aptitude démontrée dans la réflexion analytique et synthétique ;
- Excellentes capacités d'organisation, de rédaction et de rapportage ;
- Capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les tâches dans les délais impartis.

Travail en équipe :

- Ouverture d'esprit et capacité à recevoir/intégrer les feedbacks ;
- Capacité à travailler sous pression ;
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel et post-conflit

Méthodologie de travail et livrables :

Les étapes suivantes devront être suivies par le consultant :

Etape	Responsabilité
Etape 1 <ul style="list-style-type: none"> • Collecte des ressources documentaires ✓ Livable : fichier de ressources documentaires 	Consultant - PNUD – MINEPAT – MINADER
Etape 2 <ul style="list-style-type: none"> • Prétraitement des ressources ✓ Livable : draft 0 de l'étude • Préparation des fiches de collecte de données et transmission aux Administrations et structures concernées pour les filières identifiées dans les zones géographiques du projet ✓ Livable : fiche de données renseignées 	Consultant + équipe Ministériel (MINEPAT/MINADER) Consultant
Etape 3 <ul style="list-style-type: none"> • Traitement des ressources et enrichissement du draft du document ✓ Draft 1 de l'étude produit • Mini Atelier de validation de l'étude ✓ Rapport de l'atelier • Revue de la démarche générale et recommandations ✓ Livable : rapport final 	Consultant - PNUD – MINEPAT – MINADER Consultant - PNUD Consultant

La méthodologie de travail inclura des entretiens, observations, groupes de discussion, revue littéraire, enquête, visites de sites, etc, qui seront utilisés pour recueillir des informations et des données pertinentes.

6 - Profil du consultant

Connaissances spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Processus de planification stratégique • Avoir conduit des travaux similaires dans le cadre du secteur agricole ou autres secteurs connexes ; • Avoir une bonne maîtrise des problématiques agroéconomiques et environnementales.
Formation	- Bac + 5 en agronomie, économie/statistiques, en sciences environnementales, sciences forestières, gestion des ressources naturelles, sciences de développement et autres sciences connexes
Expérience professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir au moins 10 années d'expérience dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelle ; • Avoir au moins 10 ans d'expérience dans l'élaboration, la mise en œuvre de projets de développement sur le terrain dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie ou de l'environnement ; • Avoir une bonne expérience des problématiques, ainsi que des orientations stratégiques et opérationnelles du gouvernement dans le secteur rural en général et dans les domaines de l'agriculture et foresterie en particulier ; • Avoir participé à l'élaboration d'au moins deux programmes ou projets de développement d'envergure nationale dans le secteur rural ; • Avoir une bonne expérience dans la conduite des études diagnostic ou socio-économique (au moins 02 expériences);
Expertise et compétences spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience de travail avec le gouvernement, la société civile, les ONG Internationales réputées et les institutions multilatérales ou bilatérales ; • Avoir une bonne capacité analytique et de solides compétences rédactionnelles ; • Avoir une expérience prouvée au Cameroun ou au niveau international ; • Avoir des compétences en matière de gestion axée sur les résultats ; • Connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint etc...) ; • Connaissance des logiciels d'analyse des données (SPSS, Epi info, CSPRO) ; • Avoir une aptitude à travailler sous pression ; • Avoir des compétences à travailler en équipe pluridisciplinaire.
Langues	- Avoir une bonne maîtrise de la langue française et anglaise.

7 - CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Proposition technique

Les consultant(e)s intéressé(e)s par la présente mission devront soumettre les documents/informations suivants :

- Une lettre de motivation adressée à la Représentante Résidente du PNUD au Cameroun ;
- Un Curriculum vitae détaillé et actualisé ;
- Une copie des diplômes académiques ;
- Une note conceptuelle de 5 pages maximum précisant le niveau de compréhension de la consultation ainsi que l'organisation de la mission, la méthodologie d'intervention proposée, le calendrier programmatique, les personnes ressources clés à rencontrer, etc.

2. Proposition financière

Les propositions financières seront soumises sur la base de l'approche forfaitaire.

3. Contrats forfaitaires :

La proposition financière prévoit un montant forfaitaire et précise les modalités de paiement sur la base de produits précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs). Par exemple, la proposition financière indiquera si le paiement sera effectué par tranche ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat. Les paiements seront effectués sur la base des outputs ou produits attendus (au terme de l'exécution des services spécifiés dans les TDR). Afin de faciliter la comparaison des offres financières, les candidats devront fournir une ventilation de ce montant forfaitaire (en y incluant les indemnités journalières/perdiems et le nombre de jours prévus).

4. Voyages :

Tous les coûts de voyage prévus (sauf le prix du billet dans les localités où la voie aérienne sera requise) doivent être inclus dans la proposition financière. Ces coûts prennent en compte tous les voyages au lieu de la mission / le voyage retour.

8 - Méthode de sélection et de traitement du consultant

Les dossiers de candidature adressés à Monsieur le Représentant Résident du PNUD/Cameroun doivent parvenir au plus tard **le 29 janvier 2021**. Le consultant sera recruté selon les règles et procédures du PNUD. De même que sa rémunération sera fonction des coûts appliqués dans le système des Nations Unies et en l'occurrence le PNUD.

Critères d'évaluation des candidatures :

Critères	Note maximale
Bac + 5 en agronomie, économie/statistiques, en sciences environnementales, sciences forestières, gestion des ressources naturelles, sciences de développement et autres sciences connexes	15 points
Avoir au moins 10 années d'expérience dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelle ou dans l'élaboration, la mise en œuvre de projets de développement sur le terrain dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie ou de l'environnement.	20 points
Expérience dans la réalisation de mission similaires	20 points
Pertinence de la note méthodologique et chronogramme de la mission	30 points
Connaissance de l'outil informatique et des logiciels d'analyse des données	15 points

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières. Les propositions techniques Elles seront évaluées sur des critères en rapport avec les termes de référence. Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%. Les propositions financières Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts joint. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire. La note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30

Le contrat sera accordé au consultant dont l'offre a été évaluée et acceptée et en fonction des critères suivants : -
En conformité avec les Termes de Référence de la consultance ;

- Ayant obtenu la note la plus élevée dans l'évaluation combinée de l'offre technique et financière